

Consultation publique n°2020-007 du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Observations de la FNCCR sur la consultation de la CRE

Synthèse

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) d'électricité et/ou de gaz ou ayant la nature d'entreprises publiques ou coopératives de distribution d'électricité.

Au-delà des réponses apportées au questionnaire de la CRE, la FNCCR souhaite souligner les points suivants :

1/ la volonté clairement exprimée de la CRE d'augmenter la composante Puissance au détriment de la composante Energie questionne sur l'impact de cette décision par rapport aux plus précaires,
2/ les évolutions du système électrique nécessitent une refonte profonde du TURPE pour prendre en compte la capacité de production décentralisée et les bénéfices/impacts sur le réseau. L'impact notamment de l'autoconsommation et la façon dont l'acheminement sera facturé guidera l'essor de ces natures de production pour les prochaines années. Il est ainsi souhaitable que le signal prix soit incitatif et ne prenne pas seulement en considération une couverture de coûts des concessionnaires qui est de toute façon assurée par le mécanisme même de calcul du TURPE.

Question 1 Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Réponse FNCCR :

La question de la CRE porte sur les critères d'élaboration du TURPE 6: Efficacité, Lisibilité, Faisabilité, Acceptabilité.

Ces quatre critères doivent s'apprécier au regard des principes de construction du tarif qui sont rappelés : Timbre-poste, péréquation, non-discrimination, horo-saisonnalité.

Le péréquation géographique amènerait à revoir l'approche par « poche » de niveau de tension, qui ne reflète pas la situation électrique à la fois pyramidale et maillée du territoire.

La FNCCR est favorable aux critères mis en avant par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6. Toutefois, elle apprécie différemment le caractère « acceptable ». Celui-ci ne doit pas avoir pour objectif de favoriser des augmentations du tarif « progressives » mais de confirmer que la mise en œuvre de ce tarif sera acceptable pour tous les usagers et en faveur de l'intérêt général.

Si les principes proposés par la CRE ne font généralement pas débat, leur compréhension et leur traduction dans le tarif nécessitent d'être précisées.

En effet, la mise en œuvre de principe tel que « chacun paye pour ce qu'il coûte », au nom de la non-discrimination et de la recherche de signal-prix horosaisonnalisé, pourrait conduire à contrevenir aux objectifs de cohésion sociale et de lutte contre l'exclusion assignés au service public de distribution d'électricité (cf. article L121-1 du Code de l'Énergie). Il est évident que les « petits » thermosensibles » seront les plus touchés par cette nouvelle construction tarifaire, dans un contexte qui va être déjà difficile. Et ce alors même que le mécanisme du CRCP permet au(x) GRD d'être couvert pour leurs investissements.

De plus, comparativement au TURPE 5, l'échantillonnage des évaluations, faites sur une base plus large que pour TURPE 5 (43.000 points BT contre 5.000 précédemment), est plus représentatif mais reste éloigné de la poche BT (36 M.).

Question 2 *Etes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?*

Réponse FNCCR :

Pour déterminer la composante de soutirage, la CRE envisage de retenir une méthode extrêmement complexe. Les quelques éléments remis questionnent (formule de coût édulant des pans entiers de l'activité) tandis que cette évolution est présentée comme nécessaire au regard d'évolutions à venir dont l'avènement à court terme interroge. Cette méthodologie pourrait permettre une analyse plus fine des coûts, la FNCCR y est donc favorable, même si faute d'accès aux données, elle manque de transparence.

Il est évident que les « petits » thermosensibles » seront les plus touchés par cette nouvelle construction tarifaire, dans un contexte qui va être déjà difficile. Et ce alors même que le mécanisme du CRCP permet au(x) GRD d'être couvert pour leurs investissements.

Question 3 *Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?*

Réponse FNCCR :

Pour le réseau HTB3, dont la fonction essentielle est la répartition de l'énergie, la CRE n'envisage pas de modification.

En revanche, pour les usagers HTB1 et HTB2, les évolutions envisagées sont significatives.

La CRE fait état d'une augmentation de la facture acheminement de 4,5 à 5% pour le secteur de la chimie, du papier et carton, du transport ferroviaire ou du grand tertiaire, tandis que pour les réseaux de distribution, usagers également du réseau de transport, leur facture ne subira qu'une très faible variation (-0.3%).

La FNCCR reste attentive aux évolutions envisagées des factures énergétiques pour des secteurs importants de l'industrie et pour le secteur tertiaire. Elles sont de nature à avoir des conséquences fortes et pénalisantes à l'heure du redémarrage économique.

Question 4 Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 Kva ?

Réponse FNCCR : l'analyse de certains de nos adhérents semble démontrer que l'augmentation sera plus importante que celle calculée par la CRE pour l'ensemble du segment, notamment en ce qui concerne les usagers en courte utilisation.

L'évolution moyenne de facture de TURPE la plus significative concerne, d'après les calculs de la CRE, les utilisateurs les plus courts (clients tertiaires), pour lesquels la hausse de la part puissance n'est que peu compensée par la baisse de la part énergie en été. En revanche, les utilisateurs plus longs (clients industriels) ont tendance à consommer plus en été et verraient ainsi en moyenne leurs factures diminuer.

Cette nouvelle méthodologie de calcul s'avère alors contraire au principe de péréquation, celle-ci répercutant la totalité des augmentations de tarification sur la minorité d'utilisateurs de courte utilisation qui ne pourront pas lisser leur consommation sur de plus longues périodes. Ainsi, elle va être défavorable aux collectivités territoriales.

En complément, Il convient de souligner qu'il s'agit de niveaux d'augmentation minimaux à charge constante : une fois le montant des charges à compenser défini pour la future période tarifaire, le TURPE 6 pourra conduire à des augmentations bien plus importantes encore.

Dans le contexte de récession économique actuel et compte tenu de l'absence de toute contrainte liée à une évolution rapide des usages, ces évolutions ne sont pas acceptables.

Question 5 Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Réponse FNCCR :

Bien que son usage soit encore très marginal, la FNCCR serait tout de même favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile, à tout le moins pour quelque temps encore, considérant le temps d'adaptation des utilisateurs à cette option relativement récente. Par ailleurs, le mouvement souhaité par la CRE sur une plus grande prise en compte de la saisonnalité pourrait inciter les acteurs du marché à y recourir plus volontiers. Les adaptations des systèmes informatiques des GRD ayant été faites, une faible utilisation de cette option n'aurait que peu d'impact sur les charges à couvrir par le TURPE.

Question 6 Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

Réponse FNCCR :

La FNCCR est défavorable à la suppression des tarifs sans différenciation saisonnière qu'entraînerait la généralisation des options à 4 plages temporelles. En effet, de nombreux usages de l'électricité ne sont pas thermosensibles, notamment dans les services publics : l'éclairage public, le puisage de l'eau potable, les pompes de relevage des eaux usées, la recharge des véhicules électriques, etc...

D'autre part, cette mise en œuvre va défavoriser les usagers les plus thermosensibles. Les nouvelles modalités envisagées conduisent à des conséquences importantes sur les factures des usagers résidentiels et professionnels.

La FNCCR est favorable à la mise en œuvre d'autres solutions pour permettre à la consommation française de réduire sa thermo-sensibilité, autres que celle d'une augmentation des factures des usagers, qui conduit à une impasse notamment pour les usagers en précarité énergétique.

S'agissant d'un produit de 1ère nécessité, le prix ne peut suffire à faire évoluer les comportements mais à l'opposé, il présente une mise en risque pour les plus précaires.

Question 7 *Etes-vous favorable à l'évolution des grilles BT \leq 36 Kva ?*

Réponse FNCCR :

Consciente de la dimension politique du prix de l'électricité pour les particuliers, la FNCCR demande que, concernant les ménages à forte saisonnalité, les différentes incitations à une meilleure efficacité énergétique gouvernementales ou paragouvernementales soient prises en considération lors de l'élaboration du signal prix sur leurs moyens de chauffage (PPE, RT2020, TRV, CEE ...).

D'autre part, il est constaté une problématique de disjonction liée aux puissances d'appel des appareils électriques lors de l'installation des compteurs Linky qui nécessite très régulièrement d'augmenter la puissance souscrite. La FNCCR souhaite que des paliers plus fins soient mis en œuvre, au pas de 1kVA par exemple. Faire augmenter la part puissance en même temps qu'installer de nouveaux compteurs plus sensibles au dépassement de puissance va mettre les ménages précaires en situation encore plus délicate.

Question 8 *Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?*

Réponse FNCCR : Ces options doivent rester accessibles tant qu'il reste des points de livraison non équipés en Linky. Par ailleurs, de nombreux compteurs restent aujourd'hui dans l'attente d'un concentrateur ou d'une activation pour rendre le service attendu. La dérogation devrait donc être étendue également à ces cas.

Question 9 *Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?*

Réponse FNCCR :

Le principe de non-discrimination tend à traiter chaque usager de manière égale. Il semble que la facturation du service public local de l'électricité en fonction du compteur installé à son domicile soit une entrave à ce principe de non-discrimination. Si cela se mettait en place, il serait nécessaire de distinguer tous les cas de figure :

- Déploiement Linky non terminé
- Refus de l'utilisateur
- Usager électrosensible (jugement, suivi médical, ...)

Plutôt que d'envisager une « surfacturation », il serait indispensable d'identifier une facturation qui tienne compte de la responsabilité du concessionnaire ou de l'utilisateur. Il pourrait être plus judicieux d'envisager d'autres moyens pour éviter ces frais comme la mise en œuvre de compteurs électronique télé-relevés éventuellement aux frais de l'utilisateur.

Question 10 *Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?*

Réponse FNCCR : La FNCCR partage l'analyse de la CRE quant au caractère local de la gestion de telles options. Elle souligne que ces contraintes locales sont à décider entre autorités concédantes et concessionnaire au cas par cas et en fonction des contraintes réseau identifiées.

Elle demande également que l'expérimentation du service de flexibilité local en coordination avec les autorités organisatrices de la distribution d'électricité soit poursuivie pour mieux appréhender la manoeuvrabilité du dispositif.

Question 11 *Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?*

Réponse FNCCR :

La FNCCR considère que les équipements électriques des utilisateurs ayant une puissance souscrite ≤ 36 kVA ne justifient pas de dénivelé de puissance, sauf pour les plus thermosensibles. Le chauffage électrique semble effectivement être le seul usage qui puisse nécessiter cette disposition. Elle pourrait ainsi intéresser les petits professionnels pour l'adaptation à leurs activités liées à la saisonnalité. Il serait intéressant de mener une expérimentation sur un territoire pour en évaluer la pertinence.

Question 12 *Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?*

Réponse FNCCR : La FNCCR est favorable à une conservation pendant 12 mois consécutifs de la formule tarifaire d'acheminement (FTA). Toutefois elle considère comme important que la FTA puisse être optimisée lors du changement de fournisseur.

Dans le cadre de leurs achats d'électricité, les collectivités demandent fréquemment aux fournisseurs de mener, à la mise en place du marché, une étude d'optimisation du TURPE. Il est fréquemment constaté que les sites au TRV disposent d'un contrat TURPE mal adapté, le fournisseur n'ayant pas mené avec la régularité nécessaire ces adaptations suite aux évolutions des options du TURPE.

Il est ainsi légitime que les fournisseurs suggèrent de pouvoir s'affranchir de cette règle des 12 mois pour adapter l'option du TURPE à chaque changement de fournisseur. La FNCCR considère que cette possibilité devrait être ouverte de manière privilégiée lors d'achat d'énergie dans le cadre de marchés publics.

Question 13 *Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?*

Réponse FNCCR (avec ajout LG) :

La FNCCR a déjà eu l'occasion d'exprimer son souhait de voir instituée une tarification de l'injection pour les raisons suivantes :

- la tarification à l'injection sur les réseaux de distribution crée la possibilité de manifester, à la maille de la concession, la contribution des territoires au système électrique.
- de plus, pour les producteurs d'électricité renouvelable, le coût de raccordement faisant l'objet d'une réfaction au bénéfice du demandeur, une tarification à l'injection permettrait aux gestionnaires de réseau, notamment ceux de petite taille, de reconstituer leur trésorerie avec le temps.
- Il paraît important d'organiser une consultation large sur ce sujet et d'analyser finement leurs impacts en termes de comptage, injection et sous tirage, transport et transformation pour plusieurs raisons et définir un TUPE au plus juste :
- la dynamique actuelle de développement de l'autoconsommation est importante, elle représente aujourd'hui 78% des demandes de raccordement et 16% des producteurs actuels (chiffre CRE 1er semestre 2020),
- l'appétence des acteurs (résidentiels, tertiaire et industriels) est très forte
- les projets d'autoconsommation ainsi que leurs interactions et impacts avec les réseaux de transport et de distribution sont variables (consommation totale, injection du surplus sur le réseau, autoconsommation collective étendue ou non)